

Chapitre 9

La gouvernance économique mondiale depuis 1944

Table des matières

1	Les réformes de l'après-guerre	3
1.1	Les objectifs des États-Unis	3
1.2	Les débuts de la coopération économique	3
1.3	Le retour de la croissance économique	3
2	La gouvernance mondiale depuis la fin du système...	4
2.1	La crise des années 1970	4
2.2	Les politiques libérales et le recul de la coopération internationale	4
2.3	La mondialisation et ses conséquences	5
2.4	La crise de 2007-2008	5

Chronologie

Le Système de Bretton Woods

- 1944 : Conférence de Bretton Woods
- 1945 : Création du FMI et de la Banque mondiale
- 1947 : Création du GATT
- 1948 : Création de l'OECE
- 1964 : Création de la CNUCED
- 1966 : Création du PNUD
- 1971 : Fin de la convertibilité du dollar en or et effondrement du système monétaire de Bretton Woods (fin des fixes entre les monnaies)

Une période économique troublée

- 1973 : Premier choc pétrolier
- 1975 : Convention de Lomé
- 1976 : Accords de Kingston (changes flottants)
- 1976 : Naissance du G7
- 1979 : Second choc pétrolier
- 1979-1980 : M. Thatcher et R. Reagan lancent des réformes libérales
- 1982 : Crise de la dette au Mexique
- 1985 : Accords du Louvre (pour faire baisser le dollar)
- 1987 : Krach boursier

Vers une gouvernance mondiale depuis la fin de la guerre froide

- 1995 : Création de l'OMC
- 1999 : Sommet de l'OMC à Seattle perturbé par les altermondialistes
- 1999 : Naissance du G20
- 2001 : Entrée de la Chine à l'OMC
- 2001 : Premier Forum Social Mondial
- 2005 : Entrée en vigueur du Protocole de Kyoto
- 2008 : Faillite de la Banque Lehman Brothers et krach boursier
- 2010 : Réforme du FMI
- 2014 : Effondrement du prix du pétrole et des matières premières; de nombreux rentiers connaissent une chute brutale de leurs revenus.
- 2020 : Nouvelle crise mondiale provoquée, cette fois, par le coronavirus

Introduction

En 1929, une crise économique d'une ampleur jusque-là inconnue, balaye la planète. Les grandes puissances pratiquent le protectionnisme et dévaluent leur monnaie. Le commerce mondial s'effondre. Les États refusent d'agir de façon concertée. La crise de 1929 est en partie responsable du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. C'est pourquoi, à partir de 1944, les États-Unis et leurs alliés décident de reconstruire l'économie mondiale sur de nouvelles bases. Des organes de régulation sont mis en place.

Cependant, avec la crise des années 1970, puis avec la mondialisation des échanges, il devient plus difficile de maintenir une gouvernance mondiale.

1 Les réformes de l'après-guerre

1.1 Les objectifs des États-Unis

Les États-Unis se sont considérablement enrichis pendant la guerre. Ils ont massivement exporté des armes et des produits industriels. Ils n'ont subi aucune destruction et leur industrie est ultramoderne. Ils possèdent les 2/3 du stock d'or mondial. Ils recherchent des marchés extérieurs pour leurs entreprises et ils doivent reconverter leur économie de guerre en une économie de paix. Ils veulent aider leurs alliés en Europe et en Asie; ils craignent que la misère qui règne dans le monde ne soit exploitée par les Partis communistes. Ils vont prendre des initiatives pour organiser la reconstruction économique du monde et faire prévaloir le libéralisme et le libre-échange.

1.2 Les débuts de la coopération économique

En 1944, se tient aux États-Unis, la conférence de Bretton Woods. Le dollar qui est convertible en or devient la monnaie internationale des échanges. Le dollar est "*as good as gold*". Deux banques sont créées : le FMI (Fond Monétaire International) qui prête de l'argent aux États en difficulté et la **Banque mondiale** (ou BIRD) qui finance des projets de développement.

Pour aider à la reconstruction de l'Europe de l'Ouest, les États-Unis mettent en place le Plan Marshall.

En 1947, 23 pays représentant 50 % du commerce mondial signent les Accords du GATT (Accord Général sur le Commerce et les Tarifs Douaniers) : les principaux acteurs du commerce mondial font résolument le choix du libre échange et ils s'engagent à baisser les douanes. Cependant, le GATT ne s'occupe que de l'industrie; l'agriculture et les services ne sont pas de son ressort.

1.3 Le retour de la croissance économique

Le retour à la stabilité monétaire relance de façon spectaculaire les échanges. Les États appliquent les idées de Keynes et interviennent dans l'économie pour stimuler la croissance. Les États-Unis dont la monnaie est dominante connaissent un nouvel âge d'or. Ils sont les principaux contributeurs du FMI et de la Banque mondiale, leurs FTN exportent massivement tandis que leur mode de vie se répand sur toute la planète. Pour étendre encore leur influence, ils organisent dans

le cadre du GATT des cycles de négociations multilatérales (le "*Kennedy Round*" de 1964 à 1967). Cependant, le redressement économique et monétaire de l'Europe et du Japon, les investissements des FTN américaines à l'étranger et les déficits liés à la guerre du Vietnam provoquent un déficit de la balance des paiements. Une partie importante du monde reste en marge du système de Bretton Woods. Les pays communistes refusent de participer au FMI et à la BIRD, ils rejettent le Plan Marshall et créent leur propre organisation économique : le CAEM. Les pays du tiers-monde dénoncent le déséquilibre des termes de l'échange : ils exportent des produits bruts dont les cours sont fluctuants alors que les produits finis qu'ils importent restent coûteux. Ils réclament une action en faveur du développement et ils obtiennent la création de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) et du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

2 La gouvernance mondiale depuis la fin du système de Bretton Woods

2.1 La crise des années 1970

Les règles de Bretton Woods sont difficiles à maintenir. En raison de l'inflation, les dévaluations sont fréquentes.

Au début des années 1970, l'économie américaine inspire moins confiance. Le déficit budgétaire est très élevé en raison de la guerre du Vietnam. Les partenaires des États-Unis convertissent systématiquement leurs dollars en or si bien que les réserves d'or du pays fléchissent. C'est pourquoi, en 1971, le président Nixon suspend la convertibilité du dollar en or, puis il le dévalue. Les monnaies deviennent fluctuantes et en 1976, les Accords de Kingston (Jamaïque) consacrent l'avènement des changes flottants.

Parallèlement, les pays développés voient leur compétitivité s'éroder. De nombreuses FTN commencent à faire fabriquer leurs produits chez les « Dragons » (Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour).

Au Moyen-Orient, les tensions augmentent et en 1973 et en 1979, le prix du pétrole augmente brutalement : ce sont les chocs pétroliers.

2.2 Les politiques libérales et le recul de la coopération internationale

Les 7 États les plus industrialisés créent le G7 pour combattre la crise. Mais ils adoptent parallèlement des politiques économiques divergentes si bien qu'il devient très difficile de maintenir une gouvernance économique mondiale. Certains pays (France) adoptent des recettes classiques (le "*Stop and Go*"). D'autres (le Royaume-Uni dirigé par Margaret Thatcher et les États-Unis dirigés par Ronald Reagan) renoncent aux thèses keynésiennes et appliquent les idées libérales de l'école de Chicago. Pour relancer la croissance et attirer les IDE des FTN, ils baissent les dépenses publiques et les impôts des plus aisés et des entreprises, ils réduisent les avantages sociaux des salariés et imposent la flexibilité de l'emploi. Des lois antisyndicales sont votées. Les gouvernements libéraux se lancent dans une politique de **dérégulation** : ils suppriment tous les contrôles qui avaient

été imposés au secteur financier après la crise des années 1930. L'économie se financiarise et surtout, elle échappe au contrôle des États. Les agences de notation jouent un rôle croissant car elles notent la dette des entreprises mais aussi celle des États.

La situation des pays en développement devient critique. Beaucoup se sont endettés pour lancer des programmes de développement. Les cours des matières premières s'effondrent et certains États sont au bord de la faillite, notamment en Amérique du Sud. Le FMI leur apporte des fonds mais il impose des réformes brutales (les "*Plans d'Ajustement Structurels*") qui aggravent la pauvreté et provoquent des violences.

2.3 La mondialisation et ses conséquences

Au début des années 1990, avec la disparition quasi-totale du communisme, le modèle capitaliste se généralise. Les tensions politiques se réduisent et le commerce mondial augmente. En 1995, le GATT est remplacé par l'OMC. Cette nouvelle organisation a des attributions plus vastes : elle s'occupe de l'industrie mais aussi de l'agriculture, des services et de la propriété intellectuelle (brevets). Elle veut promouvoir une nouvelle gouvernance, amplifier le commerce et éviter les guerres commerciales (comme la guerre de la banane...). L'OMC veut aussi lutter contre la pauvreté dans les pays du Sud et promouvoir le développement durable.

Mais, l'action de l'OMC est entravée par la naissance des unions régionales (UE, ALENA, MERCOSUR) et la préférence des pays développés pour les accords bilatéraux. La mondialisation est vivement critiquée par les altermondialistes qui organisent de grands rassemblements lors des sommets du G7 ou de l'OMC.

Face au Forum de Davos (Suisse) qui réunit les décideurs politiques et économiques de la planète, les adversaires de la mondialisation organisent tous les ans le Forum Social Mondial. La mondialisation ne profite pas aux pays les plus pauvres car les pays riches ferment toujours leurs marchés agricoles et subventionnent leurs agricultures. En revanche, elle favorise les pays émergents (Chine, Brésil...) qui obtiennent la création du G20.

2.4 Un choc systémique : la crise de 2007-2008

Les réformes libérales ont ramené la croissance mais celle-ci est spéculative. Des bulles financières se forment et éclatent (en 1987, en 2000...).

En 2007, une nouvelle secousse ébranle l'économie mondiale. Aux États-Unis, les banques ont accordé d'importants crédits immobiliers (à taux variables) à des ménages modestes. Ces créances ont été ensuite titrisées. Devant la montée des taux, les ménages cessent de payer leurs échéances, ce qui déclenche une crise immobilière et bancaire. La crise prend une dimension mondiale avec la faillite de la Banque Lehman Brothers en 2008. Pour éviter un assèchement du crédit et des faillites bancaires, tous les États, pourtant très endettés, empruntent massivement sur les marchés financiers pour renflouer les banques et financer des plans de relance. Les banques centrales (la Fed et la BCE) pratiquent le Quantitative Easing (ou Quantitativising) : elles impriment d'immenses quantités de billets pour financer la dette publique, fournir des liquidités aux entreprises.

Cette crise révèle les excès de la mondialisation financière. Les États obligent les banques à augmenter leurs fonds propres (accords de « Bâle III »).

Tous les membres du G20 décident de combattre l'évasion fiscale des particuliers et surtout des grandes entreprises qui utilisent pour cela des sociétés-écrans domiciliées dans des paradis fiscaux. La succession des scandales (LuksLeaks, SwissLeaks, Panama Papers) accroît la pression des opinions publiques et les contraint à agir. Barack Obama oblige la Suisse à lui livrer les noms des fraudeurs américains. De crainte de figurer sur des listes noires, de nombreux paradis fiscaux acceptent, sur le papier du moins, l'échange automatique de données fiscales entre les Etats.

Mais, en raison de la pression des lobbies financiers, de nombreuses promesses faites en 2008 n'ont pas été tenues; il était alors question de séparer les activités bancaires classiques des activités plus risquées, de réduire la taille des banques pour éviter aux Etats d'intervenir avec l'argent des contribuables en cas de nouvelle crise majeure. D'autre part, les banques ont aussi réussi à conserver la garantie des Etats.

Conclusion

Après la Seconde Guerre mondiale, tous les Etats prennent conscience de la nécessité d'une gouvernance économique mondiale. En 1944, est mis en place un système qui favorise principalement les pays occidentaux. Ce système vole en éclat dans les années 1970 sans être remplacé. Le monde reste cependant fracturé par de nombreux déséquilibres (immensité de la pauvreté, atteintes croissantes à l'environnement...). La libéralisation des économies et la domination de la finance provoque des bulles financières et des crises de plus en plus dévastatrices. En 2020, l'épidémie mondiale du coronavirus frappe le monde. Elle fait des ravages dans les pays riches où, libéralisme économique oblige, les budgets consacrés à la santé ont été souvent réduits; elle s'annonce dévastatrice pour les pays les plus pauvres. Une gouvernance mondiale est plus que jamais nécessaire.